

LES PÉTROLIERS EN CONCLAVE À ALGER

Vers quels nouveaux plafonds de production ?

Le 15^e Forum international de l'énergie s'ouvre aujourd'hui au nouveau Centre international de conférences de Club-des-Pins à Alger. Au centre des discussions de la réunion informelle des membres de l'Opep, prévue en marge de ce forum : le plafonnement de la production. A quel niveau et quel va être le calendrier ? Analyse.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les pays producteurs de pétrole n'ont plus d'autres choix que de limiter l'offre pour stabiliser le marché. Ils ne font plus mystère de leur volonté, depuis au moins un mois, de geler la production à ses niveaux du début de l'année en cours. Même l'Arabie Saoudite a lâché du lest en concédant à son rival iranien le maintien de sa production à son niveau actuel au lieu de la réduire en contrepartie de reprendre son rôle de régulateur du marché.

En effet, la proposition formulée par le royaume wahhabite, vendredi dernier à Vienne, consiste à réduire sa production de 400 000 barils par jour, de 10,5 millions à 10,1 millions de barils par jour, son niveau du mois de janvier 2016, si son voisin chiite maintient la sienne à

son niveau actuel, soit à 3,6 millions de barils par jour. De ce point de vue, la réunion informelle prévue en marge de ce forum a de fortes chances de se transformer, séance tenante, en réunion extraordinaire pour formaliser un accord qui pourrait ne pas se limiter au gel de la production mais, aller jusqu'à une réduction substantielle de l'offre sur le marché.

En tout cas, la proposition saoudienne, qui aplanit les divergences à l'origine de l'échec de la réunion de Doha tenue en avril dernier, est en mesure d'ouvrir la voie à un accord de plafonnement de la production. Seules inconnues : à quel niveau les membres du cartel vont convenir de limiter l'offre et quel va être le calendrier de mise en œuvre de l'accord ? Les membres de l'Opep visent, a priori, à faire



Nouredine Bouterfa, ministre de l'Énergie.

remonter les prix du baril au-dessus de 50 dollars et le faire fluctuer dans une fourchette allant à 60 dollars. Un prix, s'il n'assure pas l'équilibre des budgets nationaux des pays membres qui souffrent depuis deux ans de son recul, qui représente le seuil sur la base duquel les banquiers font désormais leurs calculs pour financer les investissements dans le secteur, mais qui va sur-

tout casser les reins des concurrents américains qui produisent les pétroles de schiste. Et c'est plutôt un objectif réalisable à très court terme avec les niveaux actuels de production. Pourvu que le cartel donne un signal positif au marché.

Parce qu'il ne reste aux producteurs, à l'exception des États-Unis dont le secteur des hydrocarbures représente à peine

2,5% de leur PIB, que de resserrer les vannes.

Ainsi, tout plaide pour un accord pour la limitation de l'offre. Les prévisions d'augmentation de la demande en 2017 (1,2 million de baril par jour) sont insuffisantes pour redresser la situation et il faudrait faire un effort pour retirer les quantités excédentaires du marché.

L'offre actuelle de l'Opep (33,4 millions de barils par jour) est excessive et pour faire remonter les prix au-dessus de 50 dollars, les membres du cartel sont condamnés à faire quelque chose pour ne pas déprimer davantage le marché. Et ils opteront pour une solution qui ne remontera pas les prix jusqu'à leurs niveaux de juin 2014 (114 dollars) mais stabilisera le marché de manière à maintenir la pression sur les producteurs des schistes qui ne pourront pas supporter très longtemps des prix frôlant avec le seuil de rentabilité tout en relançant leurs investissements afin de sécuriser les approvisionnements à moyen terme.

L. H.

LOUH À PROPOS DE L'AFFAIRE

DES DEUX CONTAINERS RÉVÉLÉE PAR BÉLAÏB :

«Elle sera tranchée prochainement»

L'affaire des deux containers de pièces détachées non conformes révélée la semaine dernière par le ministre du Commerce sera prochainement tranchée par la justice.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre de la Justice et garde des Sceaux a assuré. S'exprimant, hier, au sortir de la séance d'adoption du projet de loi portant institution du Haut-Conseil national des droits de l'Homme par les membres de l'APN (Assemblée populaire nationale), Tayeb Louh a affirmé que «l'affaire en question suit son cours normal au niveau de la justice. Sans m'immiscer dans le travail de la justice, un jugement est attendu, paraît-il, dans les prochains jours». Le ministre semble ne pas apprécier la sortie de son collègue du commerce et le traitement médiatique qui en a été fait. «Quand la justice est saisie, le plaignant n'a qu'à attendre le verdict tout en suivant le dossier. Et les voies de recours sont connues s'il conteste le verdict.» Et d'évoquer «l'article 32 du code de procédure pénale stipulant clairement que celui qui a des



Tayeb Louh, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

affaires notamment celles liées à la corruption n'a qu'à les transmettre à la justice».

Il minimisera cette affaire des deux containers, qui a suscité moult interrogations, voire même «réprobations» au sein même du RND, parti auquel appartient le ministre du Commerce, affirmant que «nombreuses sont les affaires de corruption qui sont traitées quotidiennement par la justice» et invitant la presse à le «vérifier sur le terrain».

Louh fera part, dans ce sillage, d'une «évaluation globale des réformes de la justice en vertu des recommandations de

la Commission nationale de réforme de la justice» qui sera faite «prochainement», invitant à une «vision à moyen et long terme». Et d'asséner : «Ceux qui pensent que le dossier des réformes sera clos en 2017 se trompent» puisque, dira-t-il, «les réformes sont continues et leur évaluation ne se limite pas aux dossiers de corruption».

Dans un communiqué de presse, dimanche, le ministère du Commerce a affirmé que les deux containers chargés de pièces de rechange contrefaites autorisés à accéder au marché national de manière illégale au niveau du port d'Alger ont été

«récupérés en coordination avec les services de sécurité et des douanes et des poursuites judiciaires contre les auteurs de l'infraction ont été engagées près le tribunal territorialement compétent en octobre 2015. Suite à quoi, poursuit le même communiqué, les personnes impliquées ont été incarcérées à l'exception d'un accusé en fuite à l'étranger, réitérant «l'engagement du ministère du Commerce à punir tous les actes suspects et illégaux, en coordination avec les différents services et la justice dont les portes ont toujours été ouvertes pour traiter ces dossiers avec responsabilité et intégrité dans le cadre de l'action gouvernementale coordonnée visant à lutter contre ces fléaux».

A noter, par ailleurs, que ledit projet de loi instituant ce Haut-Conseil national des droits de l'Homme a été adopté par les députés du FLN, du RND, de l'AAV (Alliance de l'Algérie verte et ceux des autres petits partis avec l'abstention de ceux du PT. Cette séance de vote a vu l'absence des parlementaires du FFS qui avaient décidé de bouder tous les projets découlant de la nouvelle Constitution adoptée le 7 février dernier.

M. K.

PRÉCISION

À propos de «Sarkozy-Hollande : même combat»

Une erreur de transmission a dénaturé le sens d'un paragraphe de l'article de Badr'Eddine Mili publié dans l'édition d'hier.

Il s'agissait de lire : «Au delà des raisons électorales, connues, à l'origine de ces deux manifestations qui interviennent après les déclarations très hostiles de Claude Goasguen, ancien ministre et député LR de Paris, les Algériens ont eu tout le loisir de confirmer la guerre de mémoire sans merci que la France de droite comme de gauche continue de mener contre leur glorieuse Révolution» au lieu de «les Algériens ont eu tout le loisir de confirmer ce qu'ils ont toujours pensé de la politique anti-algérienne que la France de droite comme de gauche continue de livrer à l'Algérie». Le reste sans changement.

Badr'Eddine Mili